



*WELCOME AU GHANA  
MAIS NE PASSEZ PAS  
LES FRONTIÈRES À PIED !  
Jean-Claude BARBIER*

*Nous avions, ce jour-là, trois montagnes à gravir pour atteindre Béréényasi, de l'autre côté de la frontière ghanéenne. Je soupçonnais cette localité d'être à l'origine des populations ntribû qui sont à cheval sur la frontière, au 8e degré de latitude nord et sur le versant occidental des Plateaux togolais : une bonne séance de travail en perspective.*

*De tempérament convivial, j'avais invité des collègues et amis togolais de l'université du Bénin, plus deux chercheurs français (une ethnologue et un linguiste) qui travaillaient chez une population voisine et une jeune stagiaire de l'Orstom que j'avais introduite chez les Ntribû et dont j'assurais le suivi scientifique. C'est en troupe que nous franchîmes la frontière, une simple borne sur un interfluve couvert de forêt. Je marchais en tête, reléguant au second rang nos deux jeunes guides, afin d'imposer un rythme volontairement lent pour que tout le monde puisse suivre, car je savais la route longue grâce à la vieille carte allemande de Sprigade établie au tout début de ce siècle. Mon ami Jacques, linguiste aux longues jambes et à la silhouette légère, piaffait d'impatience, mais tant pis pour lui. Nous marchions, sportifs et confiants. Un membre de l'équipe dût redescendre au village car elle cala dès les premières pentes (elle sortait d'une opération chirurgicale), l'alcool de menthe fut nécessaire à certains pour reprendre leur souffle dans la seconde ascension, et notre stagiaire devint toute rouge d'essoufflement dans la troisième montée. Nous arrivâmes néanmoins après une trentaine de kilomètres de montagne, marchant bien droit car nous étions en pays étranger, fierté oblige.*

*Béréényasi ne se révéla pas du tout être la matrice du peuplement ntribû, mais une réponse négative reste pour nous une information aussi précieuse qu'une réponse positive. Il nous fallait seulement revoir nos hypothèses. Absorbé par la séance de travail, je n'avais pas pris garde à l'irruption d'un policier, qui d'ailleurs s'était présenté sans uniforme et qui avait été vertement rabroué par nos interlocuteurs - ceux-ci l'accusant de venir troubler une réunion avec son arme. Les jeunes « gardiens de la révolution » (milice locale à qui l'on fait croire que le Ghana est menacé tant de l'extérieur que de l'intérieur) voulaient regarder nos papiers. Nous croyions en avoir fini*

*avec les formalités et pensions déjà au retour, par le même itinéraire, en compagnie de nos deux jeunes autochtones de Diguengué, le village togolais d'où nous étions partis : il s'agissait d'un simple aller et retour, entre deux villages de brousse, loin de tout chef-lieu administratif.*

*Peu avant minuit, nous fûmes dérangés par l'administrateur du district de Nkwanta, correspondant au rang de sous-préfet au Togo. J'avais pris, bien sûr, toutes mes précautions pour aller au Ghana : passeports en règle, avec visa, lettre du conseiller culturel de l'ambassade du Ghana à Lomé, etc, et nous nous étions présentés au chef du village dès notre arrivée. J'avais donc la conscience parfaitement tranquille. J'appris pourtant de l'administrateur qu'il aurait fallu que nous nous présentâmes de nous-mêmes au poste de police car poste de police il y avait dans la localité ! Nous comprîmes, au bout d'un certain temps que seuls les indigènes ont le droit de traverser la frontière hors des passages routiers et que nous étions tenus de nous faire inscrire au premier poste dès lors que nous avions franchi la frontière d'une façon inhabituelle pour les étrangers que nous étions. Devant notre résistance à le suivre immédiatement, l'administrateur nous laissa deux gardes et nous intima l'ordre d'aller le voir à sa résidence, à Nkwanta, dès le lendemain matin, afin de régulariser notre situation.*

*Notre interlocuteur venait de terminer ses études aux Etats-Unis. Il était fringant et décontracté, habillé d'un survêtement gris et coiffé d'un chapeau texan en feutre, de même couleur. L'entrevue se termina, nous sembla-t-il, dans l'intercompréhension qui doit régner entre intellectuels de bon niveau.*

*Le lendemain, nous achetâmes, en guise de petit déjeuner, de la bouillie de mil aux abords du « stationnement », là où s'arrêtaient les véhicules de transport, puis nous prîmes place dans une véritable bétailière des années quarante, sur des bancs en bois. Notre collègue ethnologue, Chantal, fut cooptée par le chauffeur qui avait probablement remarqué sa beauté blonde ; mais la place d'honneur, dans la cabine, n'était pas forcément un cadeau : le levier de vitesse, sans doute réparé par un forgeron local, avait une amplitude redoutable que les genoux des passagers avaient intérêt à éviter !*

*Le préfet n'était pas chez lui. Nous apprîmes qu'il était en discussion avec son Technical Service - traduire « la police ». Sa femme nous reçut. Elle nous demanda notre religion car, au Ghana, c'est un critère important d'identification ; tant pis pour notre sensibilité laïque. Elle y attachait la plus grande importance, comme nous, nous questionnons les gens en leur demandant leur lieu d'origine et leur ethnie. Les non pratiquants, pire les athées, suscitent, dans ce milieu, le plus grand étonnement, si ce n'est de la réprobation car chacun sait que l'encadrement religieux et l'œil divin sont la meilleure garantie de notre moralité - Voltaire l'avait déjà dit. Les Blancs se mettent assurément en bien mauvaise posture en affichant leur désinvolture métaphysique.*

*L'après-midi, nous nous retrouvâmes au poste de police pour y écrire nos déclarations d'innocence. Mais, le soir, à l'heure de notre délivrance, arriva un Rambo africain, au cou de taureau, qui réquisitionna la seule Patrol du lieu et qu'on nous présenta comme notre chauffeur. En fait ce n'est pas lui qui conduisait et il s'agissait bel et bien d'un rapt : les Renseignements généraux venaient de ravir la proie, que nous constituions, à la Police, comme elle-même avait tenue à régler l'affaire à son niveau pour snober l'administrateur qui venait de prendre récemment ses fonctions. Nous étions en pleine guerre des services, ballottés dans des rapports de force qui nous échappaient et dont nous étions le prétexte. L'enjeu s'avérant de taille, notre guide musclé prit deux miliciens armés (mais aux uniformes dépareillés, pour ne pas dire en loques) qui se tinrent derrière nous, au fond du véhicule. Au passage, les gardiens des barrières de pluie (celles-ci servant de barrière tout court) et les policiers, à l'affût pour taxer les véhicules en faute ou pas, saluaient bien bas notre homme, qui avait l'air d'être fort connu dans la région.*

*Le Rambo des Renseignements généraux déclara qu'il devait nous descendre jusqu'à Hohoe pour téléphoner à Accra et y attendre les consignes du « Château », l'ancien fort colonial danois, Christiansborg, qui sert aujourd'hui de résidence présidentielle. Il y avait effectivement un télé-*

phone à Hohoe, à quelque 200 kilomètres plus au sud, du genre des appareils qu'on voit dans les films du début du siècle, avec une manivelle pour remonter le ressort et des fils pendant partout.

A Hohoe, il y avait aussi le goudron. C'était la tête de pont du Sud vers le Nord du Ghana, à une latitude très basse puisque correspondant à 7°10 de latitude nord. Le sous-équipement de l'ex-Togo britannique (la « Volta Region ») est on ne peut plus flagrant par rapport à la partie francophone, devenue le Togo : au-delà d'Hohoe, c'est bel et bien « la brousse » ! L'arrimage de cette partie du Togo allemande au Ghana fut tardif et artificiel (à la veille des indépendances) et seule la partie méridionale put réussir son intégration ; mais c'est surtout le manque de liaisons routières qui marginalise cet espace : l'inondation de la vallée de la Volta, pour alimenter le barrage hydroélectrique d'Akosombo, a pratiquement rompu toutes les relations directes avec le pays ashanti <sup>(1)</sup> ; par ailleurs, le Ghana a systématiquement évité toute liaison bitumée avec le réseau routier togolais, afin de limiter l'hémorragie qui pénalise ses exportations de cacao, les planteurs ghanéens préférant vendre leur production en francs CFA, plus cotés que le cedi ghanéen.

Nous crûmes comprendre que notre guide fut désavoué par son supérieur hiérarchique, à en croire l'humeur de ce dernier qu'on avait manifestement dérangé dans ses activités dominicales de l'après-midi. Le Rambo supérieur nous fit une démonstration de conduite sportive en plein centre urbain, avec la même Patrol, décanillant les piétons devant lui à plus de 100 à l'heure. Il força un commerçant à réouvrir son magasin, car il était tard, et à accepter le change d'un de nos billets de 5 000 F CFA, (ce qui donna une haute liasse de petites coupures de 10 cedi qui toutes étaient doublées d'épaisseur par la crasse de multiples transactions) ; il fit déloger un client dans l'hôtel où il nous amena ; puis nous y laissa sans

---

(1) Les fleuves de la vallée de la Volta ne sont franchissables par pont qu'entre Yendi et Tamalé, au 9°30 de latitude nord et, plus au sud, les bacs sont aléatoires par manque d'entretien.

*nous rendre nos passeports. Il valait mieux pour nous que l'Etat ghanéen ne prît pas en charge notre hébergement car une halte au commissariat de la ville ne nous avait pas donné envie d'y rester.*

*L'hôtel où nous avons été déposés était de standing populaire, mais sans doute le meilleur de Hohoe ; il était sous-équipé comme la région l'était. C'est à peine si je pus trouver un peu d'eau pour laver mon visage qui, comble de malchance, était l'objet d'une irruption cutanée.*

*Par contre, je garde un bon souvenir d'un petit restaurant de quartier car au Ghana on sert à manger à des Ghanéens (l'étranger y est toutefois bien accueilli, mais sans attention particulière) avec des plats ghanéens, sans chercher à imiter notre art culinaire français avec des omelettes et des frites gorgées d'huile, des semelles de bifeck, des légumes cuits à l'eau, etc. Je recommande aux gourmets les plats longuement mijotés des gargotes africaines, qui rejoignent la cuisine française dans l'alchimie des sauces et l'harmonie entre les viandes et les légumes d'accompagnement (même si, dans les marmites tropicales, ce rapport est, hormis les occasions de fête, inversé).*

*Rassasiés, il nous restait encore à nous présenter au Service de l'immigration et, de nouveau, à décliner nos identités et notre aventure. Le « clerk » les enregistra consciencieusement sur un cahier d'école et tira les traits qu'il fallait, avec une règle également d'école. Puis il y eut une longue attente. Jacques gonfla le petit matelas plastique qu'il emmenait dans ses expéditions, et, nous, nous nous casâmes comme nous pûmes dans du mobilier hétéroclite et bancal.*

*Au moment où nous commençons à envisager sérieusement une seconde nuit à Hohoe, un employé du service reçut la mission de nous reconduire à la frontière et, seulement là, de nous remettre nos passeports. Nous nous rendîmes à la gare routière et nous nous entassâmes tous dans une vieille 404 où se trouvaient déjà d'autres passagers. Nous étions une bonne douzaine de voyageurs, coincés selon une technique assurée : ceux qui sont devant portent les enfants sur leurs genoux et sont rudement compressés au moment de la fermeture des portes (toujours fermées ou ouvertes de l'exté-*

rieur, les systèmes internes étant hors d'usage depuis longtemps) ; et ceux qui sont derrière se disposent alternativement l'un au fond du siège l'autre sur le bord du même siège, doublant ainsi la capacité. Notre nombre dépassant cependant les normes, un enfant dût descendre au moment de sortir de la gare (2) ; on récupéra le gamin quelque temps après.

Le goudron cessa, les creux se multiplièrent sur la piste poussiéreuse : nous approchions de la frontière et nous commençâmes à voir les montagnes se profiler (les Monts du Togo des cartes de géographie). Allions nous arriver ? L'aiguille était sur le rouge et le chauffeur, à chaque descente, arrêtait son moteur qui chauffait. Question subsidiaire : allons-nous arriver à temps ? Les douanes entre le Ghana et le Togo ferment en effet à partir de 18 heures par méfiance réciproque. Car méfiance il y avait : en dépit de notre accompagnateur, le douanier ghanéen eut besoin d'un long temps de réflexion pour savoir s'il devait apposer sur nos passeports le tampon « sortie » alors que celui de l'entrée n'avait pas été mis ! Avec le même taxi, toujours sans frein moteur dans les descentes qui se faisaient de plus en plus raides, nous arrivâmes à la frontière. Il était 18 heures ; nous étions sauvés.

Nous assistâmes, mais du bon côté - celui de « la civilisation » - à la descente des couleurs du drapeau togolais au-dessus d'un modeste baraquement qui servait de poste de douanes. Nous étions tous respectueux et reconnaissants devant ce drapeau qui signifiait notre liberté retrouvée et la garantie de la protection d'un Etat de droit... Nos collègues togolais pouvaient aller enfin reprendre leurs cours à l'université ; et nous, remonter vers le nord, jusqu'au point de départ où nous avions laissé notre collègue qui n'avait pas pu nous accompagner et dont nous imaginions l'inquiétude. Les taxis-brousse roulèrent toute la nuit et, vers deux heures du matin, nous bouclâmes notre aventure (3).

---

(2) Le Syndicat des transporteurs y exerce un contrôle pour éviter les surcharges, par mesure de sécurité et aussi pour que certains conducteurs n'accaparent pas tous les voyageurs au détriment des autres.

(3) Mme Chantal Guilmain-Gauthier, ethnologue et membre de notre expédition, raconta cette aventure quelques mois plus tard, en mai 1989, dans le n° 99 du Mois scientifique bordelais, sous le titre « Des ethnologues chez Ubu ».

## Mille et une histoires Outre-Mer

*L'un de nos deux jeunes guides autochtones était reparti de Béréényasi, à l'aube du premier jour, avec quelques unes de nos affaires, avant que nous n'ayions été fait « prisonniers » des autorités ghanéennes. Le second tint à nous accompagner jusqu'au bout pour s'assurer de notre sort. Nous apprîmes plus tard que les gens de Béréényasi avaient été fort mécontents du comportement de ces autorités à notre égard.*

*Aujourd'hui, notre Direction générale nous incite, à juste raison, à sortir du pré carré de la francophonie : que ce récit ne dissuade pas les volontaires ! Quant à moi, je dirai que toute expérience vécue apporte son lot d'informations : nous avons vu, en quelque sorte à chaud, le fonctionnement des institutions ghanéennes (dans une partie du Ghana et, certes, nous ne prétendons pas généraliser ce constat). Dès lors qu'on s'écarte quelque peu des grandes villes du littoral et des chefs-lieux administratifs les plus importants de l'intérieur du pays, les services spéciaux, à la discrétion du pouvoir central, exercent une tyrannie locale au vu et au su de tout le monde - du moins était-ce la situation en janvier 1989 dans le district de Nkwanta.*